

*Demander de gagner le SMIC à 100% avec un CDI et que les précaires de la fonction publique aient autant de droits que ceux du privé, est-ce trop exiger quand on travaille à l'université d'Évry ?*

*Richard Messina président de l'université d'Évry, maire de Boussy saint Antoine, élu du conseil général de l'Essonne dit oui dans Le Républicain, le collectif lui répond non.*

**À la une du Républicain du jeudi 3 mai on lit : "colère à l'université d'Évry" puis dans le même numéro une interview de Richard Messina.**

Messina déclare entre autres dans son interview : *Je préfère avoir des postes d'enseignants chercheurs Bac+10, que de l'argent pour payer des vacataires Bac+4.* Concernant les précaires (non renouvellement de contrats, retards de paiement) : *J'ai fait le maximum que la loi m'autorise à faire.* Passons sur son cynisme et le refus d'assumer ses responsabilités. Richard Messina se lave les mains face aux drames humains quotidiennement entretenus par la précarité, en se cachant derrière la loi. Mais reconnaissons le, il assène une vérité, justement celle dont nous voulons combattre les conséquences : la pérennisation de la précarité dans la fonction publique.

**Se concentrer sur le cœur de métier, sous-traiter les tâches connexes : c'est le business model cher aux actionnaires du secteur privé qui est mis en oeuvre à l'université d'Évry**

On peut traduire l'affirmation de Messina : *J'ai fait le maximum que la loi m'autorise à faire* sous la forme : si la précarité existe dans notre université à grande échelle, c'est que le ministère m'en donne les moyens ; j'ai les outils législatif (et donc sous-entendu : l'aval politique) mis à ma disposition par l'État, alors au nom de la loi, taisez vous ! C'est vrai, on voit à l'oeuvre, de l'aveu même de Messina, une tendance profonde dans la gestion des universités. Quelle est cette réforme qui a honte de se nommer explicitement, mais est appliquée depuis des années ? Il suffit de la mettre en parallèle avec son analogue dans le secteur privé, dont les idéologues ont souvent le mérite de la clarté : c'est la sous-traitance. Le credo des grandes entreprises privées est : se recentrer sur le cœur de métier et externaliser (sous-traiter sur le site, ou localement, ou délocaliser) les tâches connexes. Que sont les tâches connexes ? Des tâches indispensables à l'entreprise : si elles ne sont pas correctement effectuées, l'entreprise aura des problèmes. Mais si elles sont réalisées correctement, il n'y aura aucune reconnaissance particulière des performances de l'entreprise. En bref les tâches connexes créent de la valeur mais ne constituent pas cette part de la valeur qui aboutit à un avantage concurrentiel. Sous traiter les tâches connexes, dans une entreprise, est donc possible et permet de faire des économies, car les salariés des sous-traitants ont des conventions collectives moins avantageuses et des salaires plus bas que les salariés du "cœur de métier". Les sous-traitants sont mis en concurrence en permanence par le donneur d'ordre qui garde le monopole du cœur de métier. A l'université, se faire élire président (de gauche !) avec un tel business model pour programme ne serait bien sur pas politiquement correct. Pourtant, il est silencieusement et consciencieusement appliqué. Nous le voyons tous les jours : une grande partie des tâches permanentes (d'enseignement, de recherche, techniques, administratives) de l'université est confiée à des personnels qui n'ont pas pour statut celui est censé être la règle générale dans la fonction publique : celui de fonctionnaire. Concernant l'enseignement : environ 500 enseignants titulaires, 1300 enseignants contractuels ou vacataires, représentant 80% du volume horaire de l'enseignement et participent à la même

hauteur à la délivrance des diplômes. Pour les personnels IATOS, un tiers d'entre eux, contractuels précaires assurent la délivrance des diplômes dans notre université. La seule différence avec le privé est que le donneur d'ordre et le sous-traitant ne font qu'un : l'État et son relais local, le président de l'université. Lorsque Messina affirme (cyniquement) : *Je préfère avoir des postes d'enseignants chercheurs Bac+10, que de l'argent pour payer des vacataires Bac+4*, il ne fait donc qu'avouer que le cœur de métier de notre université est incarné par les Bac+10, et seulement par eux, et Les tâches connexes par les bac + 4, les IATOSS et les autres.

**Mais au fait que deviendra le cœur de métier de l'université d'Évry dans le futur cadre de l'autonomie des universités ? La qualité de l'enseignement en fait-elle partie ou les étudiants seront-ils utiles surtout par l'argent qu'ils rapportent à l'université ? Le cœur de métier des chercheurs reste-t-il une recherche de qualité, ou devront-ils se borner à rechercher des financements auprès des entreprises dans le cadre de l'autonomie des université qui se met en place ? Ces réformes qui transforment l'université et sont déjà à l'oeuvre doivent faire l'objet de débats largement publics. Nous invitons tous les personnels, étudiants et tous les citoyens à y participer.**

Mélodie Michaud, Jean-Renaud Pycke, Daniel Vo Thanh, le 10 mai 2007.